



Gendarmerie  
www.fnte.cgt.fr

# COMGEND

www.fnte.cgt.fr

## COMGEND

<http://www.fnte.cgt.fr/>

## UN PRINTEMPS DE MOBILISATION

### INFO FLASH :

Le 10 avril 2014, une semaine après sa nomination, le nouveau ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve a reçu les organisations syndicales du périmètre SGA à Beauvau.

Bien que cette première rencontre fût une rencontre d'usage, elle nous a permis de connaître le ton du nouveau ministre de l'intérieur.

Monsieur Cazeneuve a souhaité nous faire part de sa ligne de conduite, transparence, vérité, respect, sincérité dans l'écoute, exigence, franchise, bref nous n'attendons pas moins d'un ministre.

Bien qu'il ait répondu sur quelques questions comme sur la politique d'immigration, la réforme territoriale ou encore sur le point des permis de conduire; il a précisé qu'il recevrait en bilatérale chaque organisation syndicale dans un délai très proche.

Il en a profité pour nous rappeler la réalité de la contrainte budgétaire due au déficit de l'état.

Faut-il encore le rappeler dicit le ministre « chaque euro dépensé est un euro utile, il faut un effort de gestion de rationalisation, il y a beaucoup de marche de manœuvre, pour optimiser il faut engager des réformes ».

Oui chaque euro dépensé est un euro utile, alors commençons dès à présent à répondre aux revendications des agents de l'état. Le mécontentement est grandissant et les demandes sont fortes. Le gel du point d'indice, les déroulements de carrière, le recrutement sous statut, la civilianisation, l'amélioration des conditions de travail, voilà où il faut dépenser des euros utiles pour être en capacité d'être un service public de qualité et répondre aux exigences des salariés, qui jours après jours, effectuent leurs missions dans le respect et exigence qu'il leurs sont demandés. A quand la reconnaissance du service accompli ? Les personnels civils de la gendarmerie ont fait d'énormes efforts depuis le transfert de la défense vers l'intérieur et ils attendent beaucoup de leur administration.

De l'écoute et de la reconnaissance, voilà ce qui serait un bon début.....



**1<sup>er</sup> MAI**

## **Communiqué commun CGT, FSU, SOLIDAIRES**

Suites à leurs rencontre le 9 avril, la CGT, FSU, SOLIDAIRES appellent à poursuivre le processus de mobilisation massive des salariés, ouvert à toutes et à tous, notamment en créant les conditions de puissantes manifestations le 1<sup>er</sup> Mai.

Avec la journée d'action du 15 mai dans la Fonction publique, du 22 mai pour les cheminots, du 3 juin pour les retraités et des initiatives revendicatives sous des formes diverses dans de nombreuses entreprises, ce 1<sup>er</sup> Mai est une étape et un moteur pour amplifier la mobilisation des salariés.

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le pacte de solidarité. Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital.

Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et les besoins des citoyens et les réponses du politique.

Le Président de la République a entendu mais n'as pas écouté les voix des salariés.

C'est un changement de Cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau premier Ministre ne répond pas à cette exigence. La CGT, la FSU, et Solidaires affirment qu'il existe des alternatives.

L'augmentation des salaires et des pensions est possibles et même indispensable pour améliorer la situation de nombreux salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut. Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat et évaluées en fonction de leur efficacité économique et sociale.

Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités garantira le financement de notre sécurité sociale.

Pour la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix et le choix du capital, la CGT, la FSU et Solidaires poursuivent avec tous les salariés, dans l'unité syndicale la plus large possible, le débat d'idées et le progrès social.

### **Bulletin de contact et de syndicalisation**



[www.fnte.cgt.fr](http://www.fnte.cgt.fr)

Nom : ..... Prénom : .....

Établissement : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

**Bulletin à remettre à un(e) militant(e) CGT ou à envoyer à**

■ **Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat CGT** ■

263 rue de Paris – Case 541 – 93515 MONTREUIL CEDEX

Tél. 01.55.82.89.00 – Fax 01.55.82.89.01 – Email : [trav-etat@cgt.fr](mailto:trav-etat@cgt.fr)



www.fnte.cgt.fr

**15 MAI**  
**Appel fédéral**



**Fédération nationale  
des travailleurs de l'État**

263 rue de Paris - Case 541

93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01

Mail : trav-etat@cgt.fr

## Fonction publique

### Journée nationale d'action le 15 mai

« *Moi Président, je maintiendrai le gel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires* » est un engagement que François Hollande, candidat à la Présidence de la République, aurait pu prendre, car c'est un engagement tenu ... jusqu'à présent.



La politique salariale dans la Fonction Publique a fait augmenter **la valeur du point d'indice** moins vite que l'inflation. Ainsi, depuis **1984**, début de cette politique dite de « désindexation », la valeur du point a perdu **29 %** par rapport à l'Indice des Prix à la Consommation. Or, même avec une simple indexation, les fonctionnaires seraient grugés des gains de productivité et de la croissance du Produit Intérieur Brut, gains et croissance auxquels ils contribuent activement.

Cette chute n'a fait que s'accélérer ces dernières années. De 1984 à 2006 inclus, le décrochage annuel moyen était de **1,17 %**. Depuis 2007 et jusqu'à aujourd'hui, il est passé à **1,35 %** par an. Et si on regarde la période depuis laquelle le gel a été carrément décrété (juillet 2010), la perte sèche est de **1,69 %** par an. C'est ça le CHANGEMENT ?!

Le discours de politique générale du nouveau Premier Ministre ne donne **aucune « espérance »** et a confirmé **l'accentuation de la politique d'austérité**.

La réduction supplémentaire de **50 milliards d'euros** de dépenses publiques se répartirait en :

- **19 milliards d'euros** pour la Fonction Publique d'État,
- **10 milliards d'euros** pour les collectivités territoriales,
- **10 milliards d'euros** pour la Sécurité Sociale (maladie),
- **11 milliards d'euros** dans "d'autres dépenses de la Sécurité sociale".

Au-delà des agents de la Fonction Publique, touchés à double titre, c'est donc **l'assurance d'une « souffrance »** pour toute la population.

Gel de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et suspension des bordereaux des ouvriers de l'état, gel des primes et indemnités, gel suggéré des avancements, gel des recrutements, augmentation continue de la contribution retraite, remise en cause de la protection sociale, organisation pathogène du travail ... : est-ce que les fonctionnaires et agents publics peuvent continuer à ignorer, en baissant la tête, ces **attaques frontales sur leur statut** de fonctionnaire ou d'ouvrier de l'état **et sur leurs missions** ? Bien évidemment **NON !**

Le 15 mai doit être une grande journée nationale d'action et de mobilisation pour exiger **l'ouverture de négociations salariales** dans la Fonction Publique et une **amélioration immédiate de l'emploi public**.

**Le 15 mai, en grève et dans la rue,  
Dégelons tout ça, un point c'est tout.**

